

S'attaquer au problème de la violence en Afrique du Sud



La proportion de jeunes diplômés sud-africains incapables de se trouver un emploi atteint les 60 %. (CRDI : Peter Bennett)

2003-10-23

par Steven Hunt

La cause profonde de la violence en Afrique du Sud n'a presque pas changé depuis l'époque de l'apartheid. Selon le [Centre for the Study of Violence and Reconciliation \(CSVR\)](#) de Johannesburg, aujourd'hui comme dans les années 80, le taux élevé de criminalité avec violence s'explique par l'exclusion économique et sociale. [Voir encadré relié : [Crime et châtement en Afrique du Sud](#)]

Ce qui a changé, c'est la conjoncture. À l'époque de l'apartheid, la population voyait une forme de protestation politique dans tout acte contribuant à rendre un township ingouvernable — un acte qui serait maintenant jugé criminel. « Si l'apartheid criminalisait toute forme de manifestation politique, la lutte pour la libération politisait les actes criminels », explique Graeme Simpson, directeur général du CSVR.

Afin d'élaborer des stratégies pour renverser la situation, le CSVR a analysé les causes, l'importance et les caractéristiques de la violence en Afrique du Sud à mesure que le pays se démocratisait. Financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), ce projet d'une durée de deux ans lancé en 1999 visait à dresser un tableau complet de la violence dans les « pays en transition ».

Les 30 membres de l'équipe de recherche ont examiné les caractéristiques et l'importance de la violence en Afrique du Sud pendant la période de transition entre l'apartheid et la démocratie. Ils se sont intéressés à six champs d'étude : la violence dictée par la vengeance et l'autodéfense, les ex-combattants, les étrangers (immigrants), les foyers et leurs résidents, les forces de sécurité publique, et les militants pour la démocratie et leur famille. La [Violence and Transition Series](#) en est le résultat. Ces rapports distincts quoique connexes traitent de la violence au cours de la période allant de 1980 à 2000.

Criminalité, vérité et réconciliation

Selon Simpson, le passage de l'Afrique du Sud à la démocratie multipartite a fait naître dans les esprits l'idée qu'il existe deux sortes d'actes criminels : ceux qui sont politiques et ceux dont la nature est purement criminelle. Cette idée, dit-il, la Truth and Reconciliation Commission (TRC)

sud-africaine l'a consacrée en définissant la violence politique en fonction de la situation des différents partis ou mouvements politiques. La TRC avait été chargée par le gouvernement Mandela d'enquêter au milieu des années 90 sur les atrocités commises à l'époque de l'apartheid et de trouver des coupables. Elle a amnistié les personnes passées aux aveux complets capables de prouver que leurs actes avaient servi une quelconque cause politique. Ce qu'on l'on souhaitait, c'était apaiser les esprits et prévenir de nouveaux cycles de querelles raciales et ethniques.

La TRC, poursuit Wilson, a sanctionné une « forme privilégiée de violence » en accordant parfois l'immunité à des personnes qui, malgré leur intention criminelle, pouvaient établir un lien entre leur acte, par exemple un meurtre, et une organisation politique. Les personnes ayant demandé à être entendues par la Commission étaient en majorité des criminels reconnus et incarcérés.

Une crise nationale

Les stratégies de lutte contre la criminalité avec violence ne tiennent pas compte de la complexité de la situation sociale, estime Simpson. « Les gens s'imaginent qu'il suffit de s'entendre sur le plan politique, de démocratiser les structures gouvernementales et d'adopter un programme de développement pour redresser la situation de la violence dans la société sud-africaine. »

Dans ce pays où la répartition de la richesse est une des plus inégales au monde — les centres commerciaux rutilants y côtoient les townships insalubres —, l'enjeu de la lutte contre l'apartheid était tout autant l'accès équitable aux ressources économiques que l'accès au pouvoir politique.

Or, même dans la nouvelle Afrique du Sud pluriraciale, peu de chances s'offrent aux jeunes sur les plans social et économique. Le ministre sud-africain du Travail a récemment qualifié la situation du chômage chez les jeunes de crise nationale, la proportion de jeunes diplômés incapables de se trouver un emploi atteignant les 60 %.

Être pauvre dans un pays riche donne envie d'avoir une vie aisée — ou, pour certains, de se tourner vers le crime.

Le prestige et les privilèges

Aux yeux d'un nombre peu important quoique non négligeable de jeunes exclus, l'attrait du crime tient aussi à d'autres facteurs. En Afrique du Sud, le criminel professionnel se trouve plongé dans une culture particulière — un réseau aux multiples ramifications qui possède ses propres symboles et son propre langage. Les jeunes hommes qui décident de vivre dans la criminalité disent qu'ils « s'en vont prendre leur service ». Leur façon de s'exprimer montre que le crime est considéré comme un moyen d'acquérir prestige et privilèges. D'un certain point de vue, l'appartenance à un gang est l'expression de la débrouillardise des jeunes, un genre de réaction à l'exclusion sociale.

« Le milieu du crime possède sa propre hiérarchie, explique Tjovito, un jeune interviewé par le CSVR. Vous grimpez les échelons un à un jusqu'à ce que vous fassiez des affaires qui rapportent vraiment gros. Une fois parvenu au sommet, vous inspirez le respect, un peu comme si vous transigiez à la bourse de Johannesburg. »

Les interventions à venir

« Pour cerner les caractéristiques de la violence en Afrique du Sud, il importe de bien connaître l'exclusion », juge Simpson.

Le CSVR a donc entrepris d'intervenir sur différents plans en créant par exemple un bureau d'aide aux réfugiés, des projets sur les rapports raciaux, la violence et la réconciliation, des groupes de soutien thérapeutique aux ex-combattants, des programmes de prévention de la violence dans les écoles, et des projets d'initiatives jeunesse. La recherche sur les ex-combattants a permis d'élaborer un projet pilote en facilitant notamment la prise en compte des besoins de soutien psycho-social dans la stratégie de démobilisation. À cet égard, Sasha Gear, auteur du rapport de recherche, a présenté des exposés au comité de la démobilisation, et le Military Veterans Advisory Board a sollicité ses avis. Étant donné que le « problème » des anciens combattants commence à peine à retenir l'attention, il est un peu tôt pour prédire quels seront les résultats de ces interventions, précise Simpson.

À partir de la recherche sur l'autodéfense, le CSVR a également proposé au Gauteng Department of Safety and Liaison de faire un examen approfondi de la situation locale de la violence des justiciers.

« Cette recherche indispensable a aidé le CSVR à élaborer des stratégies générales de consolidation d'une paix durable et de réconciliation dans le cadre aussi bien de nos projets pilotes d'action locale que de nos interventions d'orientation et d'éducation du public, ajoute Simpson. Nous avons beaucoup appris au sujet des constantes et des variantes de l'évolution de la violence dans les démocraties embryonnaires ou les sociétés qui viennent de connaître une guerre civile intense. Ces leçons, nous les avons intégrées dans la façon bien à nous dont nous abordons la prévention de la violence et la consolidation de la paix. »

Steven Hunt est un rédacteur basé à Ottawa.

Renseignements :

Centre for the Study of Violence and Reconciliation (CSVr), CP 30778, Braamfontein, Johannesburg, Afrique du Sud JHB 2017; tél. : 27 (11) 403 5650; téléc. : 27 (11) 339 6785; courriel : info@csvr.org.za

Initiative de programme Consolidation de la paix et reconstruction (CPR), CRDI, CP 8500, Ottawa, Ontario, Canada K1G 3H9; tél. : (613) 236-6163; téléc. : (613) 238-7230; courriel : peace@idrc.ca

Encadré

Crime et châtiement en Afrique du Sud

Le gouvernement aura beau minimiser l'ampleur du problème et nier la réalité, l'Afrique du Sud continue d'enregistrer l'un des taux de meurtre les plus élevés au monde malgré la fin de l'apartheid. Il y a eu 22 000 victimes de meurtre en 2000, davantage que de victimes d'accidents de la route. Les viols, les vols qualifiés, les détournements et les cambriolages sont également nombreux.

Les autorités ont récemment interdit la publication des chiffres sur la criminalité en raison de « graves problèmes concernant l'intégrité et la fiabilité des statistiques », l'explication fournie par le président sud-africain Thabo Mbeki dans son discours de 2001 sur l'état de la situation nationale.

Si le gouvernement et la population sont en faveur d'un durcissement de l'application de la loi, c'est qu'ils sentent que la criminalité nuit à l'économie de l'Afrique du Sud et à sa réputation dans le monde. En 2000, l'investissement étranger direct a atteint son niveau le plus bas depuis 1994, et l'on estime à 25 000 le nombre de professionnels qui quittent annuellement le pays, 60 % de l'émigration étant directement attribuable aux crimes avec violence d'après les auteurs d'une certaine étude.

Le Service de police sud-africain a décidé de recruter 16 000 nouveaux membres d'ici trois ans. Il a du mal à trouver le juste milieu entre la protection policière et le respect de la démocratie et des droits de la personne. Amnistie internationale a signalé en 2002 que plusieurs centaines de personnes étaient mortes en garde à vue ou « à la suite d'une intervention policière » en Afrique du Sud.

Les groupes de justiciers se gagnent de plus en plus d'appuis. En 2000, Mapogo a Matamaga, le plus important groupe d'autodéfense, disait compter plus de 50 000 membres.